



Journal de la section des Vosges CGT - Finances Publiques

Numéro 21
Mai 2021

LE MONDE D'APRÈS...LA SUITE !

CAP 2022 :

Suppression de 120 000 postes dans la Fonction Publique sous le quinquennat MACRON



*

Contrat d'objectifs et de moyens à la DGFIP (2020-2022)

4900 suppressions de postes !

- 1500 en 2020
- 1800 en 2021
- 1600 en 2022

*

Gel du point d'indice confirmé pour 2021 :

Le préjudice salarial s'établit à près de 20% depuis janvier 2000.



Autant le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour détruire méthodiquement la Fonction Publique avec une prédilection pour la DGFIP, autant il balbutie depuis plus d'une année à empêcher le COVID-19 de circuler ! Combien de confinements, déconfinements, reconfinements, couvre-feu, verbalisations, intimidations, virevoltes grotesques ou coupables, discours moralisateurs et actes délictueux de cette « élite » toujours si prompt à se couvrir d'impunité va-t-il encore nous faire supporter ?

Mais la pandémie ne sert-elle pas finalement leurs sinistres desseins ? Avec un opportunisme évident, le gouvernement profite de ce virus pour imposer le silence aux contestataires, restreindre les libertés, interdire les rassemblements, ..., et faire voter la loi « sécurité globale », réformer à la hussarde l'assurance chômage.

Mais l'argument sanitaire si souvent brandi par ce gouvernement est inefficace quand il s'agit de dissimuler la casse du réseau de proximité mise en œuvre à la DGFIP !

Bien caché derrière le leurre (très provisoire) autrement nommé Nouveau Réseau de Proximité, la disparition de nombre de SIP, SIE, trésoreries dans le département des Vosges va se traduire à terme par le maintien d'une résidence unique, en l'occurrence ÉPINAL. Subsistera, un temps encore, la résidence de ST DIE DES VOSGES pour une partie de ses missions (SIP, SIE, SAPF,...).

Mais nous ne sommes pas dupes !

Au 31/12/2021, le site de GÉRARMER aura été considérablement dépouillé et une partie de ses missions transférée à ST DIE DES VOSGES .

Quid aussi du Centre des Finances Publiques de REMIREMONT qui verra le SIE relocalisé sur ÉPINAL ?

Le réseau des Trésoreries a été largement mis à mal. La création des conseils aux décideurs locaux sert d'arbre pour masquer la forêt des suppressions de postes et de Trésoreries. Les SGC créés ne remplacent pas les trésoreries supprimées et les emplois détruits !

Le Comité Technique de Réseau du 09/04/2021 a accentué cette fuite en avant des centres de contact : la création de 5 nouveaux Pôles de Contrôle sur Pièces des particuliers s'inscrit dans cette politique prétendument « moderne » de travail à distance.

Cette logique s'applique aussi aux centres de contact des professionnels qui seront mis en place au 01/01/2022.

Des structures caractérisées par une taille « importante » (35 agents à LONS LE SAUNIER et 37 à PAU par exemple) et pilotées par un management à la

Contact : <http://www.financespubliques.cgt.fr/88/>

**Départs DDFIP Vosges
au 1^{er} semestre 2021 :**

- 20 départs à la retraite
(2IP, 3IDIV, 10B, 5C)

-2 ruptures conventionnelles
(2B)

*

Bilan effectifs au 01/09/21

Catégorie B :

DDFIP 88 : -6

National : -846

Catégorie C :

DDFIP 88 : -4

National : -1874

*

**LE RETOUR DE L'ÉTAT
DANS LES TERRITOIRES**



*

baguette grâce notamment aux nombreux postes de cadres supérieurs implantés sur place !

Un Pôle National de Soutien au Réseau de gestion des professionnels sera créé à PAU en 2021. Il devrait traiter des problèmes fiscaux complexes... Quid de la proximité, des synergies locales et surtout de la lisibilité pour les usagers avec cet empilement de ces structures inter-régionales ou inter-départementales ? Et quid des contribuables indifférents, réfractaires ou non abonnés à un fournisseur d'accès Internet ?

Mais il faut bien offrir des débouchés à « l'armée mexicaine » de cadres supérieurs qui essaime un peu partout...au contraire des spadassins (C,B et A) qui ne cessent de voir ses rangs se dégarnir à vitesse grand V et qui sont pourtant les véritables interlocuteurs des usagers et les acteurs des missions dévolues à la DGFIP!

Aussi, la création de postes d'AFIPA « conseillers carrière et mobilité des cadres » répond justement au désarroi exprimé par l'encadrement quant à son devenir incertain.

L'accueil de proximité est dans un état de délitement tel que la DDFIP en est réduite à imaginer une cellule d'accueil téléphonique départemental ! Oui, encore une !

Et quoi de mieux pour l'alimenter que d'y mêler une partie des personnels du SIP (qui de ce fait ne pourront plus assurer une partie des missions du SIP dont l'accueil physique et téléphonique) et des auxiliaires !

Les moyens en personnels sont à ce point exsangue qu'un recours aux agents du PCRIP était envisagé par la DDFIP dans un 1^{er} temps puis précipité dans un second temps, illustrant une gestion à vue de cette campagne IR.

En revanche, aucune revalorisation indiciaire ne vient égayer le quotidien des agents de la DGFIP, dont l'implication professionnelle mériterait enfin une juste reconnaissance !

Tout juste si les cadres C ont vu leurs rémunérations de début de carrière revalorisées...car inférieures au SMIC !



LE 10 MAI
PRENONS
UN
printemps
d'avance

PLATEFORME REVENDICATIVE
50 SOLUTIONS
POUR LA DGFIP



Le 10 mai 2021, un appel intersyndical DGFIP donnera l'occasion aux agents d'exprimer leur mal-être.

L'intersyndicale de la DGFIP a dégagé une plateforme revendicative disponible en ligne à l'adresse suivante :

<http://financespubliques.cgt.fr/content/plateforme-revendicative-intersyndicale-50-solutions-pour-la-dgfip>